

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde



**2022 : tous ensemble
pour imposer
un autre monde !**



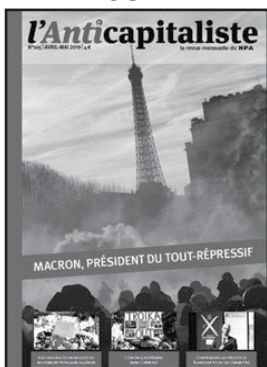
Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



LE MENSUEL



à L'Anticapitaliste

Notre presse n'est financée par aucune publicité et nos moyens financiers sont très limités...

C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Voir les tarifs ci-dessous.

Abonnez-vous,
abonnez vos amis !



Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom: _____ Prénom: _____

Apt, Esc, Bat : _____

N°: _____ Rue: _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

Abonnez-vous

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle
NPA33 - 39 rue de Navarre - 33000 BORDEAUX
07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau
23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

à ANTICAPITALISTES ! le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

SOMMAIRE

Edito	p.3
Nos vies, pas leurs profits	p.4-8
<ul style="list-style-type: none"> • Salaires à reculons et profits à la hausse • CGI : vers la grève pour de meilleurs salaires • Dassault aviation : le mouvement de grève pour 200 euros marque un premier point ! • Les Stryker Cestas mobilisés pour les salaires • Les salariés Safran dans la mêlée ? • A la Monnaie, il faut des embauches et des augmentations de salaires ! • Ex SAFT Nersac : le scandale du cadmium • A la PIC, arrêtez de nous emmerder, les congés nous appartient ! • Rassemblement en soutien aux militants de la Poste 	
Santé-social	p.9-10
<ul style="list-style-type: none"> • La mobilisation continue dans la santé et le social • Mutualiste de Pessac, grève des personnels administratifs • Clinique Bdx Nord : des salarié.e.s en colère • CHU ou comment fidéliser à minima • Témoignage d'un travailleur social : Unité ! 	
Education	p.10-11
<ul style="list-style-type: none"> • « Stop ! L'école craque ! » • Les AED et les infirmières scolaires, les relais corvéables à merci des protocoles Blanquer • Orientation au Lycée : pression maximale sur des élèves de plus en plus angoissé.e.s 	
Leur société	p.12-13
<ul style="list-style-type: none"> • Ecole Rosa Bonheur, Lormont : trop vieille, trop exigüe, il faut du neuf ! • Lormont, précarité en hausse pour les communaux • Pessac, provocation sécuritaire dans les quartiers • Féminicide de Chahinez : les « fautes » de la police pas cher payées • Epidémies à répétition de grippe aviaire, l'agriculture capitaliste dans toute sa brutalité 	
Dans la jeunesse	p.14
<ul style="list-style-type: none"> • En 2022... Macron veut poursuivre la casse de l'université publique 	
NPA33	p.15
<ul style="list-style-type: none"> • Réunion débat : Faire face à la faillite du mode de production capitaliste, donner un programme politique à nos révoltes 	
A lire, à voir	p.15-16
<ul style="list-style-type: none"> • « Quoi qu'il en coûte » ou la fuite en avant du capitalisme - Tom Thomas • Ouistreham, film d'Emmanuel Carrère • Nickel boys, de Colson Whitehead 	

2022 : tous ensemble pour imposer un autre monde !

Nous écrivons avant la journée intersyndicale du 27 janvier, nous n'en connaissons donc pas la participation qui sera forcément importante tant les colères sont nombreuses. La question qui se pose à toutes et à tous, c'est comment préparer la suite, comment renforcer et coordonner nos luttes.

Dans la santé, le social...

Le 11 janvier dernier, la grève nationale dans la santé et le secteur social a rassemblé des dizaines de milliers de personnes pour dénoncer la dégradation des conditions de travail, les bas salaires, exprimer le ras-le-bol de tous les personnels de ces secteurs révoltés par des années de travail en sous-effectif, une situation aggravée par le Covid.

La petite phrase méprisante de Macron « *Les non-vaccinés, j'ai très envie de les emmerder. Et donc on va continuer de le faire* » est une provocation pour tenter de diviser les travailleurs, la population, alors que son gouvernement et les précédents ont fermé 100 000 lits et ont dépecé l'hôpital. 5700 lits ont encore été fermés sur la seule année 2020 en plein Covid.

Et ce ne sont pas les 100 € de prime mensuelle versée uniquement aux infirmières des secteurs de soins critiques (réanimation et soins intensifs) qui vont résoudre quoi que ce soit à la crise dramatique du système de santé.

Comme le disait, un médecin du Collectif inter-hôpitaux : « *Tout le monde à l'impression de hurler sans être entendu. On a le sentiment d'être complètement inaudibles (...) alors que partout on ferme des lits par manque de personnel et que la diminution de l'offre de soins est sans précédent* ».

... Dans l'éducation nationale

Le 13 janvier, les salariés de l'Education nationale étaient à leur tour massivement en grève au cri de « *Blanquer, le virus, c'est toi ! Le remède, c'est nous !* ». Près d'une école sur 2 était fermée avec le soutien des parents d'élèves, de la FCPE et, comme pour la santé, d'une grande majorité de la population.

Le constat et la colère sont les mêmes : ras-le-bol du délabrement de l'éducation nationale, du sort réservé aux enfants et à la jeunesse, des conditions de travail aggravées par la crise Covid, de l'incurie globale du gouvernement.

75% de grévistes dans les écoles et 62% dans les collègues et lycées, c'est du jamais vu depuis très longtemps. A tel point que Blanquer a annoncé des mesures comme l'accès aux masques FFP2 dans les écoles, le recrutement d'enseignants et de 3300 contrats de personnel d'éducation. Une goutte d'eau face aux besoins, mais le produit de la grève.

Pour les salaires, contre les licenciements

Le ras-le-bol, l'inquiétude et la colère sont partagés par l'ensemble du monde du travail. Dans les entreprises les luttes se multiplient pour les salaires, pour l'emploi et contre les licenciements. Dans la région, pour n'en citer que quelques-unes, les

luttes pour les salaires ont eu lieu ou sont en cours à Dassault, Stryker, Sanofi, la Monnaie... tandis que les travailleurs de Magna Blanquefort redoutent un plan de licenciement.

Il est nécessaire d'unifier nos combats, de travailler à leur convergence. Partout la colère augmente contre les conséquences de la casse des services publics, les coupes dans les budgets sociaux, la dégradation des conditions de travail et de vie de tous. Chômeurs, retraités, jeunes étudiants mais aussi travailleurs, le nombre de pauvres ne cesse d'augmenter. L'inflation a atteint 2,8 % en décembre alors que le Smic n'augmente que de 0,9 %, les retraites de 1,1 %. Les salaires stagnent depuis des années, mais les profits battent des records en pleine crise sanitaire et le gouvernement multiplie les mesures de « soutien » et d'exonérations en faveur des patrons et des riches.

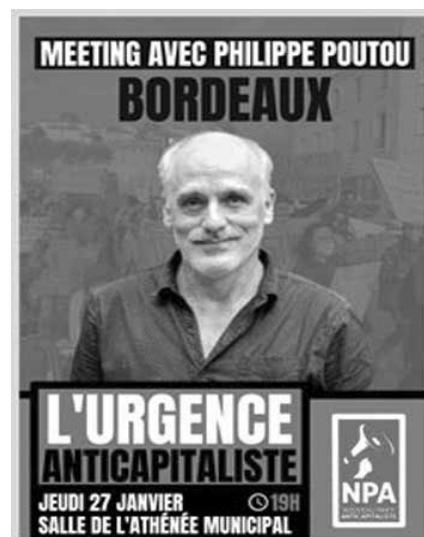
Le 27 janvier, enfin, la CGT, FO, FSU, Solidaires et les syndicats lycéens et étudiants appellent à une grève interprofessionnelle sur les salaires. Elle sera l'occasion de poursuivre et amplifier les mouvements de contestation en cours, de tisser des liens entre les entreprises, les équipes militantes car chacun ressent bien que ce n'est pas une nième journée sans lendemain qui va changer les choses. Mais elle peut nous permettre de préparer la suite !

Lutter pour un autre monde

Face à la faillite de leur système, il n'y aura pas de réponse sans les luttes et l'intervention du monde du travail et de la jeunesse. Pour garantir à tous un salaire décent, un travail, l'accès à la santé, à l'éducation, à la culture, il nous faudra ôter aux capitalistes leur pouvoir de nuire et mettre en œuvre une autre façon de produire, basée sur la planification démocratique et la coopération et non sur la mise en concurrence généralisée.

Cette perspective d'un autre monde est portée par plusieurs candidats révolutionnaires dans la campagne présidentielle. Notre camarade Philippe Poutou, candidat du NPA, ainsi que Nathalie Arthaud de Lutte Ouvrière et Anasse Kazib de Révolution permanente, tentent de faire entendre cette voix.

**Venez nombreux
en discuter au
meeting de
Philippe Poutou
27 janvier 19 h
Athénée
Municipal
Bordeaux**



Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org - 07 83 64 43 49

www.npa33.org

Salaires à reculons et profits à la hausse

En septembre, le gouvernement vantait la « reprise » des profits, perfusés d'argent public. A l'écouter, les augmentations de prix devaient être passagères, liées à quelques difficultés d'approvisionnement.

L'inflation est à 2,8 %. Tous les prix flambent. En octobre, l'INSEE chiffrait à + 64 €/mois l'augmentation moyenne de la facture d'énergie par ménage... Et c'était avant l'hiver !

Quant aux salaires, De Bézieux, patron du Medef, l'a dit : « *Le temps des hausses généralisées, tous secteurs confondus, est révolu, car la situation des entreprises est trop diverse* »...

Le gouvernement n'a augmenté le SMIC que de 0,9 %, les retraites de 1,1 % et pour la fonction publique, il maintient le gel du point d'indice qui dure depuis près de 15 ans !

Sa politique est de maintenir les profits « *quoiqu'il en coûte* ». Selon

l'INSEE, le taux de marge des entreprises en France a atteint 35,4 % au second trimestre 2021. Un record depuis 70 ans ! La bourse exulte, le CAC40 a enregistré une hausse de 29 % sur l'année 2021. Du jamais vu depuis 20 ans !

Face à cette situation, les grèves se multiplient sur les salaires à l'occasion des NAO

(négociations annuelles sur les salaires dans le privé). Les salariés veulent des augmentations et pas des primes Macron défiscalisées, que le patronat a largement utilisées pour tenter de calmer la colère qui monte.

Autant de luttes qui posent le problème de leur élargissement, de leur coordination à la base pour construire une véritable lutte d'ensemble face au gouvernement et au patronat, imposer nos exigences. Rattraper les pertes de pouvoir d'achat signifie une augmentation de 400 € net pour tout(e)s. On ne peut pas vivre avec moins de 1800 € net, que ce soit avec le SMIC, les pensions ou les allocations. Face à l'inflation, il nous faut poser la nécessité du contrôle sur les prix par les travailleurs et la population, et imposer une réelle échelle mobile des salaires.

Laurent Delage



CGI Le Haillan

Vers la grève pour de meilleurs salaires

Depuis maintenant plusieurs mois, le ras-le-bol monte à CGI au Haillan, où nous avons engagé avec plusieurs dizaines de collègues le combat pour nos salaires.

Dans cette multinationale canadienne spécialisée en informatique, de plus de 70 000 salarié-e-s dans le monde, dont 800 au Haillan, les profits se portent à merveille. En 2020, CGI déclarait en pleine pandémie un bénéfice de 720 millions d'euros, et en 2021, c'est 22,5 % de bénéfices supplémentaires que l'entreprise annonçait – c'est plus de 1000 euros par salarié-e par mois, dans le monde ! Il fallait pourtant s'y attendre, au cours des négociations annuelles obligatoires (NAO) entamées en juin dernier, la direction nous a annoncé une augmentation moyenne des salaires de seulement 2,2 %. Alors que tout augmente, le gaz, l'électricité, l'essence, cette annonce a suscité chez bien des travailleurs une vague d'indignation.

En réponse à cette provocation, nous avons engagé la lutte avec une revendication claire : augmentation des salaires de 350 euros net par mois pour tou-te-s ! Pour mobiliser les collègues, chaque pause l'après-midi est consacrée à discuter des salaires et de nos moyens d'action. Plusieurs débrayages ont eu lieu (le 9 septembre, le 18 novembre et le 2 décembre), rassemblant chaque fois plus d'une vingtaine de collègues. Nos diffusions de tracts

à ces occasions reçoivent un soutien fort de la part des non-grévistes : « *On est avec vous !* ». Au débrayage du 18 novembre, quand la direction s'était ridiculisée en proposant une augmentation des salaires de 2,7%, nous avons fait tourner un sondage : sur 78 collègues, 61 sont mécontent-e-s de leur salaire et la moitié se dit prête à débrayer ou faire grève !

Certain-e-s misent encore sur des augmentations individuelles suite à leur entretien annuel (EAD) alors que le montant est déjà réglé bien en amont. D'autres acceptent la situation : « *Si je n'ai pas d'augmentation, je peux toujours trouver du boulot ailleurs, mieux payé, c'est comme ça que ça marche* ». Mais ces pressions subies par les travailleurs n'empêchent pas la mobilisation de s'étendre.

La lutte pour les salaires concerne l'ensemble des travailleurs, dans les transports, le commerce, la chimie, la métallurgie, la santé et partout ailleurs, où pas une semaine ne passe sans qu'une grève n'éclate. Oui, il faudra un mouvement d'ensemble pour en finir avec leurs salaires minables : le 27 janvier sera l'occasion pour toutes les travailleuses et travailleurs de CGI de faire grève, et de nous faire entendre !

Correspondant

Dassault Aviation

Le mouvement de grève pour 200 euros marque un premier point !

C'est le PDG de Dassault Aviation lui-même qui prend de son temps pour revenir à la table des négociations au niveau national qu'il avait quittée en nous jetant 30 euros d'augmentation générale et espérant qu'on lui dise merci !

Evidemment les actionnaires restent fermés et le PDG s'est permis de venir à la première réunion en mode petit patron aux fins de mois difficiles qui ne peut rien lâcher...

Mais côté mouvement, la manœuvre se voit et cette reprise officielle de la discussion est mise au compte de notre détermination dans la lutte.

Elle intervient de fait après quelques semaines de blocages, filtrages de portail, de débrayages, de blocages d'avion ou d'opérations importantes. Le mouvement prend confiance dans sa force et trouve un rythme qui peut être différent selon les sites mais qui permet une belle cohésion des salariés en lutte au niveau national. A Biarritz, c'est un fuselage qui reste dans les murs malgré les tentatives désespérées de la direction pour le faire bouger. A Argenteuil, les caisses à outil viennent s'entasser devant les bureaux de la direction...

Partout on lutte contre le froid hivernal avec des feux de joie

allumés au petit matin, du café, des grillades et toutes sortes de discussions dont celles sur la courbe de nos salaires et sur celle des profits et du chiffre d'affaires de la boîte qui suivent des trajectoires radicalement opposées !

Ce mouvement démarre après une période de crise sanitaire qui s'est ouverte pour nous avec une menace de plan de licenciements, s'est poursuivie par un blocage des salaires sur 2 ans et a vu des collègues sous-traitants subir des baisses de salaire et des licenciements.

Après ces deux années particulièrement éprouvantes, l'inflation à 3% et un contrat mirobolant pour l'entreprise, les NAO à 30 € ont littéralement mis le feu aux poudres.

Les actions et la revendication de 200 euros pour tous sont principalement l'œuvre des salariés des ateliers comme souvent quand il s'agit de s'opposer par la grève. On peut d'ailleurs dire qu'une majorité des ateliers y participe d'une façon ou d'une autre selon l'action. Mais cette revendication et les moyens d'action de grève et de blocage bénéficient d'une sympathie et d'un soutien qui va bien au-delà des seuls compagnons*. Il y a les métiers support, pas beaucoup mieux payés, qui voient la

revendication des 200 € pour tous avec sympathie, nos collègues sous-traitant évidemment et même dans la petite maîtrise la direction a du mal à trouver des soutiens contre le mouvement.

Ensuite sur les 8000 salariés de la boîte, on trouve environ 5000 qui ont le statut de cadres qui font monter la moyenne annuelle des salaires primes comprises à 73000 € !

Cela explique probablement la distance de nombre d'entre-eux avec le mouvement comme aussi que leur syndicat signe les NAO chaque année. Cela dit il y a derrière cette moyenne des disparités importantes et il n'est pas certain que tous les cadres soient très heureux de cette signature au rabais dans le contexte actuel. Pas forcément heureux non plus du manque de solidarité de leurs syndicats avec les plus bas salaires de la boîte.

Quoiqu'il en soit la deuxième réunion avec le PDG et la DRH va se tenir et le mouvement parti des ateliers pour une vraie augmentation de salaire tient bon !

Correspondant

* terme qui désigne les ouvriers à Dassault



Les Stryker-Cestas mobilisés pour les salaires

Stryker, entreprise de 250 salariés de prothèses médicales, appartient à un groupe de 43 000 salariés dans le monde, qui a fait 14,4 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2020. Il prévoit d'investir 20 millions d'euros pour doubler la surface de l'usine de Cestas.

Lors de la NAO de mi-décembre, sous la pression des salariés qui comptaient bien avoir une véritable augmentation, la direction avait fini par concéder 60 euros d'augmentation générale, 1,6 % en individuelle, 2 jours 100 % enfants malades et... 0,2 € d'augmentation de panier et de tickets restaurant.

Loin du compte pour les salariés qui revendiquent 100 € d'augmentation générale par mois, une augmentation de 300€ de la prime de début d'année, la prime de salissure pour tous, 2 jours 100 % enfant malade, 300 euros de chèques vacances et qui ont décidé la grève en AG.

Le 20 décembre, 90 % des ouvriers étaient en grève à l'appel de l'intersyndicale CGT, SUD, CFDT et se sont invités aux négociations par visio interposée devant un directeur, parti au ski, en direct depuis sa villégiature ! Cela n'a pas été du goût du directeur qui depuis son lieu de vacances n'a pas vu son propre irrespect pour ceux qui taffent. Ambiance !

Depuis, les NAO sont au point mort, voire pire ; devant la non signature des syndicats en lutte, la direction a enlevé toutes les mesures déjà négociées et passe unilatéralement une enveloppe de 3 % avec 50 euros d'augmentation minimale, tout le reste au « mérite ». Le tout assorti d'un chantage à l'emploi avec menace de ne pas réaliser l'agrandissement de l'usine.

Tous les ingrédients sont réunis pour attiser le feu : les salariés étaient en grève les 10 et 11 janvier. A suivre...

Correspondants

Salaires

Les salariés Safran dans la mêlée ?

Mercredi 19 janvier, la CGT du groupe SAFRAN a appelé les salariés de toutes les sociétés et établissements du groupe à des débrayages ou grèves pour des augmentations de salaires et la contestation de l'accord « sortie de crise ». Celui-ci impose une fourchette restrictive aux négociations annuelles comprise entre 2,5 et 2,8% de la masse salariale avec des augmentations générales n'excédant pas 50% de ce budget. En clair, si c'est le taux de 2,8% qui est retenu, les augmentations générales seront au maximum de 1,4% de la masse salariale. Sans compter que les suppléments de participation pour 2022 au titre de l'exercice 2021 seront soumis à délibération du conseil d'administration et que la prime d'intéressement disparaît en 2022 et que déjà les grands pontes prévoient de la plafonner en 2023 !

Inadmissible quand on entend le PDG Andriès dire que Safran va « retrouver des niveaux d'avant la crise à la fin de cette année » et qu'il vise une marge opérationnelle de 16 à 18 % sur 2021-2025 et que les bénéfices de 2020, en pleine pandémie, ont atteint 1,7 milliards d'euros !

A quand la redistribution ? Le groupe comprend en France 43 000 salariés qui peuvent peser pour aller chercher des augmentations conséquentes. C'est au prix d'un rapport de force que la répartition se fera et qu'on est peut être en train de construire.

Difficile de connaître les chiffres des débrayages sur les différents sites et établissements mais sur Mérignac, sur 50 CDI, plus de la moitié a débrayé 1h, y compris des chefs ! On a rarement entendu un ras-le-bol aussi fort : en sous-effectif depuis des mois, pas d'augmentation depuis deux ans alors que Safran « s'est gavé avec l'APLD » comme disent des collègues. Et la grève des Dassault a certainement désinhibé les réticences.

A l'initiative de collègues qui sont prêts à faire grève 3h, nous devrions nous retrouver devant l'agence de Mérignac mardi 25 pour discuter de nos revendications et de la suite à leur donner. Une des suites serait normalement le 27 janvier : journée d'appel à actions dans le groupe et journée interpro. Le 25, nous discuterons certainement de la manière d'apparaître visiblement dans le cortège prévu le matin du 27 sur la zone industrielle de Mérignac avant la manif à Bordeaux.



Correspondante

A la Monnaie, il faut des embauches et des augmentations de salaires !

Le 8 décembre, nous étions très nombreux en grève à la Monnaie sur les deux établissements de Pessac et Paris, à l'appel de l'ensemble des syndicats tous collègues confondus. 95 grévistes sur l'usine de Pessac qui compte 170 salariés, en enlevant les absents et la direction, ça fait un très bon pourcentage. C'est dire le ras-le-bol de la politique du PDG qui n'a qu'une seule obsession : supprimer 70 postes sur 470, sur les deux établissements ! Une politique qui inquiète de plus en plus les collègues et provoque stress et réorganisations-désorganisations permanentes.

Et pourtant, il y a du boulot et le chiffre d'affaires se porte plutôt bien. Mais pas question d'embaucher, la direction préfère user et abuser de nos collègues intérimaires ! En fait, depuis plus d'un an, la direction remplace les départs de salariés par des précaires... du moins les ouvriers car pour les hauts cadres, les embauches ne manquent pas !

Côté salaires, tout est bon là aussi pour faire des économies sur notre dos. La direction tente de nous diviser entre les différents statuts de l'entreprise... qu'elle a elle-même créés, pour ne donner que des augmentations individuelles au mérite et au compte-gouttes... Sauf pour le top 10 de l'entreprise, qui a progressé de plus de 50 % depuis 2008.

Suite à la grève, les organisations syndicales ont décidé de ne plus siéger au CSE. Une nouveauté pour le PDG qui voudrait bien reprendre son train-train du « dialogue social ». Cela fait au moins avancer la discussion dans les ateliers, à Pessac comme à Paris, en particulier sur les salaires. Chaque année, la direction gère l'agenda des NAO, en distribuant juste avant les promotions individuelles et l'intéressement... quand il y en a. Suite à la grève, l'idée qu'il faut imposer une augmentation collective fait son chemin, comme celle qu'il faut embaucher rapidement nos collègues intérimaires présents depuis bien longtemps.

L.D.

Le scandale de l'exposition au Cadmium et la responsabilité de la SAFT

Le 7 janvier, après des années de procédures et de multiples reports, la Cour d'Appel de Bordeaux examinait enfin l'appel formé contre la SAFT pour exposition au poison du Cadmium par des salariés de l'ex usine SAFT de Nersac (16), aujourd'hui Art Energy, et le Collectif Résistance qui les soutient.

Le collectif avait organisé un voyage collectif depuis Angoulême avec le renfort de quelques militants bordelais. Nous publions de larges extraits de la présentation écrite par des camarades du Collectif. Merci à eux.



I.U.

« Au nom des victimes »

Notre combat judiciaire contre le groupe SAFT a commencé par la contestation du mal nommé « *plan de sauvegarde de l'emploi* », en réalité un plan de licenciements, en 2013. La SAFT a cédé son activité Cadmium pour l'euro symbolique à un investisseur, moyen très classique pour se débarrasser de salariés et de ne pas assumer ses responsabilités.

Parallèlement, nous nous sommes inquiétés des cas de plus en plus nombreux au fil des années, de maladies parmi nos collègues. Cancers, affections rénales. [...] La

cause la plus évidente est l'exposition au cadmium, métal lourd utilisé dans la production de piles et de batteries. [...] Le cadmium, dont les dangers sont connus depuis les années 50 est considéré comme cancérigène certain pour l'homme depuis 1993. L'ampleur du problème a été révélée par les analyses sanguines qui ont démontré qu'une très grande partie du personnel avait des taux de cadmium dans le sang au-delà des normes. C'est une terrible épée de Damoclès qui menace maintenant ces collègues. La situation est comparable au scandale de l'amiante.

A ce jour, certain-e-s sont décédé.e.s de ces graves atteintes. Au nom de leurs enfants, de leur famille et de leurs proches, nous ne pouvions rester inactifs.

En 2015, à quelques-uns, en finançant sur nos deniers personnels, nous avons engagé une procédure pénale pour « *mise en danger d'autrui* » et « *emploi de travailleur à une activité comportant un risque d'exposition à des agents chimiques cancé-*

rogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction sans respect des règles de sécurité » contre les dirigeants de la SAFT devant le tribunal correctionnel d'Angoulême qui nous a donné raison en condamnant les responsables. Mais, ils ont fait appel et la cour les a blanchis.

Nous avons alors formé un pourvoi en cassation. La haute cour nous a entendus, et elle a cassé l'arrêt de la cour d'appel. L'affaire a donc été renvoyée devant la cour d'appel de Bordeaux en mars dernier, mais les avocats des dirigeants ont demandé un renvoi, ce qu'ils ont obtenu, en juillet. Et là encore, nouveau report. L'avocat de la SAFT était malade...

... [La SAFT] a bénéficié pendant des années de subventions publiques de l'Europe, de l'Etat, de la Région Poitou-Charentes et de la Région Nouvelle-Aquitaine sans contrepartie ni contrôle. Encore récemment, le président Macron lui-même est venu sur le site de Nersac annoncer de nouvelles aides publiques.[...] Nous souhaitons que notre combat soit aussi un exemple pour tous les salariés exposés à des produits dangereux ».

Collectif Résistance
collectifresistance16@gmail.com

Le jugement devrait être rendu le 18 avril.

Le 27 janvier La Poste à l'arrêt !

Que ce soit à La Poste, à Cdiscount, à la Monnaie, partout, on fait tous le même constat : nos salaires ne suffisent pas pour vivre dignement. Il faut que ça change et pour ça il faut imposer un rapport de force aux patrons.

Le 27 janvier aura lieu une grande mobilisation coordonnée pour exiger l'augmentation des salaires. A La Poste cette journée sera très importante car elle a lieu pendant les Négociations Annuelles Obligatoires, alors que la direction a proposé une augmentation de 0,2% soit moins de 3 € !

Une seule réponse face à ce mépris : être massivement en grève et mettre la production à l'arrêt !

A la PIC, arrêtez de nous emmerder, les congés nous appartiennent !

La direction de la Poste aurait trouvé un moyen juridique de nous compter comme jour de grève tous les jours suivant une grève jusqu'à ce qu'on reprenne, y compris le dimanche et nos jours de repos. Elle fait ça pour essayer de limiter notamment la grève du week-end. Mais la direction de la PIC ne s'arrête pas là.

Tous les moyens sont bons pour nous décompter des jours de congés supplémentaires ! Jacques-a-dit : pas le droit de poser des semaines incomplètes, pas le droit de déplacer certains jours de repos, pas le droit de poser un seul jour pour un samedi, etc.

Aucun texte ne justifie ça, mais puisque Jacques-a-dit l'a dit... Déjà qu'on n'est pas bien payés, ils nous emmerdent maintenant sur nos jours de congés qu'on a acquis. Ras-le bol, ne nous laissons pas faire !

Correspondant

Rassemblement de soutien aux militants de la Poste

Le 20 janvier, nous étions près de 200 devant la direction de la Poste à Mériadeck pour accompagner notre camarade Willy face à la répression antisyndicale. Un rassemblement combattif, regroupant de nombreux postières et militants venu.es témoigner qu'il s'agit bien là d'un combat commun face à l'arbitraire patronal dans un contexte d'intensification de l'exploitation et d'offensive autoritaire et réactionnaire. Un rassemblement où était palpable la joie de se retrouver au coude à coude dans notre diversité !

Ci-dessous le communiqué de soutien du NPA 33

Non aux sanctions et à la répression à la Poste !

Une fois encore, la direction de la Poste s'illustre par sa politique de sanctions et de répression à l'encontre de militants syndicaux.

Julien, de Sud PTT, vient d'être sanctionné pour le fait même d'activités syndicales, que la direction de la Poste cherche à censurer en invoquant une soi-disant « *perturbation du service* ».

Willy, de Sud PTT également, a reçu une convocation à un entretien préalable à licenciement, ce 20 janvier, très probablement pour des motifs syndicaux là encore, qui ne seront connus qu'à cet entretien.

Il y en a assez de ces méthodes d'intimidation, de ce harcèlement de militants syndicaux qui viennent s'adresser à leurs collègues de travail dans le cadre même de leur activité. Une politique systématique que la direction de la Poste mène partout en ce mo-



ment. Le 3 février prochain, Christophe, représentant syndical de la CGT FAPT 14 (Calvados), passe en conseil de discipline national où il est menacé de révocation.

Cette politique répressive ne poursuit qu'un objectif : tenter d'intimider l'ensemble des salariés de la Poste, alors que les raisons de mécontentements sont fortes, contre les réorganisations permanentes ou contre les bas salaires alors que les prix explosent.

Le NPA 33 apporte tout son soutien et participera au rassemblement appelé par SUD PTT et la CGT FAPT 33 pour accompagner Willy à son entretien et dénoncer la politique de répression anti-syndicale menée par la direction de la Poste.

Le NPA 33 exige le retrait et l'abandon de toute sanction à l'encontre de Julien et de Willy.

Bordeaux, le 18 janvier 2022

Magna-Powertrain Blanquefort La direction prépare la destruction des emplois

L'année qui s'annonce va être difficile. L'année dernière, des dizaines d'emplois ont été supprimés et pas remplacés, départs en retraites, licenciements pour inaptitudes et « *disciplinaires* », « *départs volontaires* » avec le minimum légal pour les cadres, intérim virés... Et nous avons eu droit à des périodes de chômage puis à l'APLD (activité partielle de longue durée) alternant avec le travail.

La nouvelle année commence à peine que la situation se dégrade. Déjà les salariés de Cologne, puis de Saarlouis se sont vus imposer une semaine de fermeture en janvier, annulant temporairement la montée en production prévue. Cela n'absorbe pas complètement la baisse de commandes déjà en cours, et ça va de fait faire gonfler les stocks existants. La direction fait le choix de nous faire produire un maximum avec un personnel réduit, entre les absences dues au covid et autres, le sous-effectif est criant dans tous les secteurs, pour mieux nous mettre en APLD dès le 2ème trimestre et « *réduire ainsi les frais fixes* ». La direction le justifie avec la crise du secteur automobile, mais crise ou pas crise, on a besoin d'un salaire complet pour vivre, pas amputé par les APLD et les aléas du marché.

L'embauche d'un nouveau directeur juridique par la direction en cette période n'est pas de bonne augure. Il se raconte dans l'usine que le gars est là pour préparer des licenciements futurs. Il faut

dire que la direction n'annonce aucune perspective de nouveau projet, n'amène aucune vision sur notre avenir immédiat ou plus lointain. Profitant de la situation, elle convoque même les organisations syndicales pour discuter d'une « *Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences* ». Et elle refuse de discuter des NAO et d'augmentation des salaires pour compenser la baisse de notre pouvoir d'achat depuis des mois.

Tout ceci indique que nous avons tout intérêt à nous préparer pour défendre nos emplois en faisant payer cher à la direction tous les mauvais coups qu'elle voudra nous porter, discuter des meilleurs moyens de nous défendre en cette période. Grève ou pas ? À quel moment ?

Nous savons que nos boîtes ne seront plus produites à très court terme, il nous reste peu de temps pour réagir. Nos patrons protègent leurs profits passés et futur, inutile de dire qu'ils pensent à nous virer en payant le moins cher possible.

Nous en faisons tous le constat dans l'atelier. Le climat quotidien et le manque d'avenir pèsent sur le moral. Seule une réaction collective permettra de défendre nos emplois, nos conditions de travail et nos salaires !

Correspondants

La mobilisation continue dans la santé et le secteur social

Nous étions 1500 personnes dans les rues de Bordeaux le 11 janvier, journée nationale appelée par CGT, SUD et différents collectifs nés de précédentes luttes dans les secteurs de la santé et du social, syndiqués et non syndiqués. Elle faisait suite à la manifestation nationale dans la santé le 4 décembre et à la mobilisation du secteur social le 7 décembre qui avait rassemblé 800 personnes à Bordeaux.

Le cortège était vivant et dynamique, avec de nombreux jeunes professionnels, et s'y mélangeaient les délégations de cliniques en grève, des services d'urgence, de réanimation, du Samu et autres du CHU, des médecins du CIH (collectif

inter hôpitaux), et des délégations de nombreuses associations du secteur social.

A cette mobilisation, s'ajoutent les diverses luttes locales et les rassemblements contre « la mort de l'hôpital » appelés par le CIH tous les vendredis midi. Plusieurs rassemblements ont eu lieu au CHU rassemblant jusqu'à 200 personnes à Pellegrin.

La colère est profonde contre la dégradation des conditions de travail et tous ceux qui, depuis des dizaines d'années, réduisent les postes, ferment les établissements et les lits, détruisent le secteur de la santé et le secteur social, et contre les patrons des cliniques et Ehpad privés qui font des profits sur le dos des salariés et des usagers.

Augmentation des salaires, Ségur pour tous, des embauches et des formations massives, un système de santé au service de la population, c'est ce que scandent les manifestants : c'est clair non ?

Isabelle Ufferte

Clinique Bordeaux Nord : des salarié-e-s en colère



Clinique Mutualiste de Pessac, grève des personnels administratifs

Déjà, au mois de novembre, les secrétaires médicales et les agents administratifs de la Clinique mutualiste de Pessac et du Pavillon de la mutualité avaient fait grève plusieurs jours pour exiger de meilleures conditions de travail et des hausses de salaire.

Ce 11 janvier, jour de mobilisation dans tout le secteur de la santé, elles et ils étaient à nouveau nombreux sur le rond-point devant la clinique avant de rejoindre la manifestation centrale à Bordeaux.

Elles et ils continuent à dénoncer le fait qu'une grande partie des personnels de santé ont été oubliés dans les accords du « Ségur de la santé » et revendiquent qu'il soit appliqué à toutes et tous, dont les personnels administratifs !

I.U.

Le 11 janvier nous étions environ une cinquantaine de salarié-e-s de la clinique, à l'appel de la CGT, à la manifestation à Bordeaux. Certain-e-s étaient en grève, d'autres ont débrayé devant la clinique pour dénoncer les conditions de travail, le manque de personnel et des salaires insuffisants.

Le départ de collègues écoeurés par la situation, des difficultés à poser des congés, et à obtenir des récupérateurs notamment pendant les vacances scolaires, des changements de services au pied levé, le retour au paiement des heures sups à 25% au lieu de 50% dès la 1ère heure... le cocktail était là pour déclencher la colère. A tel point que les services de chirurgie se sont retrouvés de jour comme de nuit quasi sans personnel. La direction et la Préfecture ont bien tenté de réquisitionner du personnel mais n'ont pas réussi à trouver grand monde.

Après la manif, l'assemblée du personnel a décidé de porter nos revendications à la direction où nous n'avons pu que constater la langue de bois. Nous avons décidé de faire un tract, pour discuter avec nos collègues des services pour les entraîner avec nous à la grève avant la fin du mois si la direction ne donnait pas de réponse concrète.

Depuis, la direction organise des réunions dans les services, craignant la contagion. Un nouveau rendez-vous est prévu pour décider des suites...

Isabelle Larroquet

Chiffres sans commentaire

Durant la période dite de « fêtes de fin d'année », alors même que nous étions au cœur de la vague Delta et qu'Omicron était déjà là, entre 500 et 600 lits ont été fermés au CHU sur un total de 2300... soit près d'1/4 !

CHU : ou comment « fidéliser »... à minima

Une soixantaine de postes permanents sont officiellement vacants aujourd'hui au CHU, sans compter les multiples absences non remplacées liées entre autres au Covid ou à l'épuisement qui obligent à la fermeture de lits.

Pour faire face aux difficultés de recrutement, le directeur général du CHU a annoncé le 7 janvier vouloir verser une « allocation d'études » dont le montant n'est pas décidé mais de « 500 euros environ » aux étudiants infirmiers de 2ème et 3ème années qui s'engageraient par contrat à travailler « deux ou trois ans » au CHU.

Ce serait bien la moindre des choses que les étudiants IDE -mais aussi aides-soignants et autres métiers de santé- soient rémunérés durant leurs études ! Non seulement ils pallient de fait partiellement le manque de personnel durant leurs stages, mais comment payer un loyer, se nourrir, se déplacer pour ceux qui n'ont aucun revenu ? Mais 500 euros, ça ne permet pas d'aller bien loin ! Pas sûr que cela inverse vraiment la tendance alors que le ministère révélait récemment que 1300 étudiants en soins infirmiers avaient arrêté leurs études ces 3 dernières années.

Unité ! Témoignage d'un travailleur social

Les dernières mobilisations « santé-social » se sont soldées par un franc succès. Nous sommes nombreux et nombreuses à nous être retrouvés sur le chemin de la convergence en arpentant le bitume pour partager le même constat, celui d'être exploités.

Beaucoup de personnes ont fait d'ailleurs l'expérience de la manifestation pour la première fois, y compris des services que nous n'avons pas l'habitude de croiser, des étudiants, des étudiantes. Nous ne pouvons que saluer cette réalité.

Le ras-le-bol et la colère sont palpables et

agitent nos professions où l'humain doit normalement être au centre des préoccupations. Il n'en est rien, et c'est un constat unanime qui a émané de la dernière mobilisation. Celui de se sentir méprisé, honni par la Macronie.

Il est légitime de lutter pour les salaires, pour les questions de considération et de dignité.

Nous devons rompre avec les logiques individualistes mortifères. Nous ne sommes rien seuls.es. Mais, si nous nous autorisons un tant soit peu à être critique, nous comprenons aisément que nous ne

récolterons potentiellement que quelques miettes de la part d'un système oppresseur qui n'a de cesse de stocker des dividendes à un taux record.

S'autoriser à se débarrasser de ce système inique n'est pas une chimère. Ensemble, uni, on est fort, déterminé. Continuons le combat !

Le 1er février, une nouvelle journée de lutte est prévue dans le secteur social à l'appel du collectif national des travailleurs sociaux, soutenu par SUD et la CGT.

Education

« Stop ! L'école craque ! »

A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas si la mobilisation du 27 janvier aura été puissante, mais nous avons vécu un très gros contraste entre celles des jeudis 20 et 13 dans l'éducation.

Le 13, la colère des enseignants et de tous les personnels de l'éducation a explosé dans la grève et dans la rue, avec plus de 3000 personnes dans la manifestation à Bordeaux, une grève suivie à près de 70 %, avec la moitié des écoles fermées ici comme dans tout le pays. On ne l'avait plus vu depuis très longtemps.

« *Blanquer, le virus, c'est toi ! Le remède, c'est nous !* »... et bien d'autres slogans ont fait entendre le ras-le-bol de l'improvisation des protocoles de Blanquer dans les établissements scolaires, qui se contredisent chaque jour et mettent enseignants et parents dans des situations intenable ! Ras-le-bol de Blanquer, arrogant et méprisant les personnels et les familles, encore en vacances à Ibiza, la veille de la

rentrée quand tous les personnels étaient déjà sur le pont en attente des annonces du protocole sanitaire de rentrée. C'est toute l'éducation, enseignants, assistants d'éducation et vies scolaires, infirmières et assistantes sociales, personnels de direction, soutenus par les parents, qui ont crié « *Stop ! L'école craque !* ».

C'est bien ce ras-le-bol qui a déferlé le 13 janvier lors de la journée de grève appelée moins d'une semaine avant et dont bien des militants n'avaient pas vu venir la puissance... par tous les syndicats qui s'y sont ralliés, y compris ceux qui n'appellent jamais.

A Bordeaux, avant la manif, une AG de 80 collègues, à l'appel de FSU, FO, CGT et SUD, témoignait de cette colère, mais aussi de la diffi-

culté à organiser des assemblées et des réunions dans les établissements. L'AG a posé de nombreuses revendications, dépassant largement la question des protocoles sanitaires pour exiger un plan d'urgence pour



l'éducation, des embauches, des augmentations et dénonçant aussi les passes sanitaire et vaccinal, ainsi que la répression contre les militants. Elle a insisté pour que l'appel s'adresse aussi aux directions syndicales pour qu'elles organisent une nouvelle journée de mobilisation nationale sans attendre le mouvement interpro du 27 janvier.

Visiblement elles n'en voulaient pas. Le soir même, en sortant des trois heures de « *dialogue social* » animées par Castex, elles ont surtout fait entendre leurs tergiversations ! Aucune déclaration pour s'adresser aussitôt aux centaines de mil-

liers de grévistes, et il a fallu attendre tout le week-end pour qu'un nouvel appel national, pour le jeudi 20, arrive. Un appel bien confus, avec un déballonnement de la moitié de l'intersyndicale du 13. Un signal clair qui ne pouvait encourager à poursuivre la mobilisation. Seules des équipes de militants de la lutte déjà bien organisées sur leurs établissements ont réussi à constituer de vrais groupes de grévistes.

A Bordeaux, le rassemblement du jeudi 20 a réuni moins d'une centaine de collègues, surtout des militants syndicaux et des équipes d'AED en grève.

Pourtant la colère est bien là, elle n'a pas disparu après la journée du 13, pas plus que la désorganisation de l'éducation. La question qui se pose aux militants de la lutte, c'est bien de nous organiser par nous-mêmes, de discuter des perspectives pour nos colères, dans nos établissements, nos AG, dans les collectifs et les assemblées interpros, de nos revendications et des moyens qu'on peut se donner pour les imposer. En toute indépendance des directions syndicales qui privilégient le dialogue social.

Christine Héraud et François Minvielle

Les AED et les infirmières scolaires, les relais corvéables à merci des protocoles Blanquer

Les missions des AED et des infirmières sont multiples. En contact permanent avec les élèves et les familles en dehors des cours, en plus des situations d'urgence à gérer, ils sont souvent les interlocuteurs des confidences, des problèmes en tout genre rencontrés par les élèves. Ce sont des maillons indispensables pour comprendre les situations particulières des élèves.

Or depuis les protocoles intenable de Blanquer ils et elles ont dû abandonner toutes ces missions pour se consacrer entièrement au covid. Passer sa journée au téléphone, aller chercher les élèves dans les classes, appeler les cas contacts, expliquer les procédures, vérifier les tests... Pour nombre d'entre eux, leur travail n'a plus aucun sens. A la rigueur, si cela permettait de freiner l'épidémie... Mais même pas !

Les travailleur.se.s précaires de l'éducation nationale sont des relais essentiels mais qui restent méprisé.e.s par l'institution : aucun statut, une rémunération au lance-pierre, des missions qui changent au gré des événements.

Ce n'est pas pour rien que de nombreuses vies scolaires ont été en grève à 100 % dans les collèges et lycées : c'était le cas au collège Aliénor d'Aquitaine ou au lycée Vaclav Havel. La colère est bien présente et elle ne risque pas de s'éteindre.



C.

L'orientation au lycée : pression maximale sur des élèves de plus en plus angoissé.e.s

Au lycée général, les personnels l'affirment tous et toutes, jamais on n'a vu autant d'élèves angoissé.e.s, en dépression, inquiet.e.s, sortir de cours pour une crise.

En effet, depuis le bac Blanquer, la pression s'est accentuée sur les élèves. Dès la seconde, on leur demande de choisir leurs enseignements de spécialité avec en tête un programme d'orientation relativement précis. Chaque décision, chaque note semble décisive pour la suite. Le contrôle continu dès la première donne l'impression aux élèves d'être en examen permanent et de jouer leur avenir à chaque fois.

Car oui, les portes de l'enseignement supérieur public se referment progressivement : il n'y a plus de place dans les IUT, dans les BTS, l'université sélectionne en Master lorsqu'elle ne sélectionne pas déjà en licence.

De plus en plus d'élèves ayant peur de n'avoir aucune formation en post-bac se tournent vers les écoles privées. Celles-ci s'enrichissent un maximum avec des frais d'inscription exorbitants et dont la formation, lorsqu'elle est reconnue par l'Etat, est en général de piètre qualité.

Quand les parents s'adressent aux enseignants : « *au pire, dans le supérieur, mon enfant pourra facilement se réorienter si elle/il se trompe ?* » que peut-on répondre ? Retourner sur Parcoursup pour recommencer une nouvelle formation alors qu'on n'est plus prioritaire, faire face à la sélection en Master... il n'y a aucune possibilité de les rassurer.

A cela vient s'ajouter la dernière annonce de Macron qui explique que la fin de la gratuité de l'université, c'est pour bientôt (voir page 14). Alors que les enfants de parents aux revenus faibles sont déjà peu présent.e.s dans le supérieur, on peut donc s'attendre à leur disparition et à l'augmentation du désarroi des élèves et de leur famille.

Chloé

Ecole Rosa Bonheur Lormont

Trop vieille, trop exigüe... Il faut du neuf !

L'école maternelle Rosa Bonheur de Lormont n'en finit pas de connaître tous les déboires liés à la vétusté des locaux. En novembre dernier, la chaudière a fait des siennes, laissant pendant plusieurs jours l'école sans chauffage, et obligeant les classes et le périscolaire à s'expatrier dans d'autres locaux. Le réseau électrique n'est pas en meilleur état. A cette même période, les chauffages d'appoint n'arrêtaient pas de le faire disjoncter. Un problème électrique récurrent puisqu'à la rentrée de janvier, des câbles ont fondu dans les plafonds.

Comme plusieurs autres écoles de la commune, le bâti de cette école maternelle, construite il n'y a pas loin de 40 ans, est propriété de la Métropole, qui les laisse se dégrader au fil des ans. Il est prévu qu'elle les rétrocède à la commune, après réhabilitation. Certaines attendent cette réhabilitation depuis près de dix ans.

C'est donc la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Les parents, excédés, se sont adressés par courrier à la Métropole ainsi qu'au maire. Après avoir détaillé toutes les avaries liées à la vétusté, ils

en dénoncent les conséquences sur les conditions de travail des enfants et des enseignants.

Ils posent aussi le problème d'une école incapable de dédoubler la classe de grande section, faute d'espace suffisant, ce qui est maintenant la règle dans les secteurs d'éducation prioritaire.

Les parents, qui ne veulent pas que leurs courriers restent lettre morte, veulent maintenir la pression et exigent une réunion avec la commune.

Correspondante

Lormont

Hausse de la précarité pour les communaux

Au conseil municipal de décembre, la mairie a présenté pour la première fois depuis que la loi l'a instauré en 2016 (!), le rapport égalité/hommes femmes de la commune. Il révélait que les emplois les plus mal payés et à temps partiel, avec beaucoup plus d'accidents, étaient surtout occupés par des femmes, beaucoup plus en contrat précaire que les hommes.

Cette précarité est bien présente pour l'ensemble du personnel de cette collectivité populaire, avec pourtant des familles, enfants et jeunes ayant particulièrement besoin des services publics. Il y a 2000 habitants de plus depuis une vingtaine

d'années. Il faut donc plus d'agents.

Mais si tel est partiellement le cas, le projet de budget pour 2022 a permis de voir qu'alors qu'en 2016, il y avait 277 titulaires et 101 contractuels, dans les prévisions pour 2022, ils sont 317 titulaires soit 40 de plus, et 263 contractuels, soit 162 de plus ! Au total, cela fait plus de 45% de contractuels parmi les communaux. Une précarité et des bas salaires qui pèsent de plus en plus sur les travailleurs, à la Mairie comme ailleurs.

Monica Casanova, élue NPA à Lormont

Pessac

Provocation sécuritaire dans les quartiers

En cette fin d'année, la jeunesse des quartiers a une nouvelle fois été montrée du doigt. Sur le quartier d'Arago et de la Chataigneraie, la municipalité continue sa provocation sécuritaire : caméras, embauche de plusieurs policiers municipaux, en plus des patrouilles régulières et bien visibles de la police nationale. Les jeunes sont catalogués et coupables par avance, encore plus si leur famille est d'origine immigrée. Cette politique ne dupe personne. Comment pourrait-il y avoir une « tranquillité publique » quand toute la société est inégalités et violence ?

Car dans les faits, les jeunes côtoient la galère en permanence. Le taux de chômage est massif dans les quartiers, il y a une impossibilité de se loger ailleurs tant les prix sont inaccessibles. Les parents sont dans des situations explosives et ont le plus grand mal à joindre les deux bouts.

La politique sécuritaire est mise en place pour préserver les intérêts des riches et de ceux qui nous gouvernent. En cette période d'élection présidentielle, les candidats enfoncent le clou avec leur théorie fumeuse où la haine de l'autre est centrale. La candidate de droite Pécresse a ressorti du placard le célèbre Karcher de Sarkozy qui avait mis le feu aux poudres sur les quartiers. Que dire de Le Pen et Zemmour qui propagent leur venin chaque jour. Une partie des candidats de ladite « gauche » est sur ce terrain-là.

Tous bien aidés par BFM et CNEWS qui sont spécialisés dans la stigmatisation des habitants des quartiers. Il est temps de renverser la vapeur, de reprendre confiance en nous pour se battre ensemble, jeunes, travailleurs, chômeurs, retraités, et exiger les moyens de vivre dignement !

Extrait du bulletin NPA Pessac

Féminicide de Chahinez :

les « fautes » de la police pas cher payées

Suite aux mobilisations dénonçant le terrible meurtre de cette jeune mère par son mari récidiviste en mai 2021 et la succession de manquements de la police, l'Inspection Générale de la Police Nationale avait dû commanditer un rapport. Il a entraîné la convocation le 4 janvier devant un conseil de discipline de 6 policiers, ce qui est exceptionnel.

Le rapport avait montré que le mari, condamné un peu moins d'un an avant le drame à 18 mois de prison pour violences conjugales, avait pu continuer à harceler son ex-femme depuis sa prison alors que tout contact lui avait été interdit.

C'est seulement 2 mois après la première plainte de Chahinez le 7 août que le mari avait été convoqué au centre pénitentiaire de Gradignan pour s'expliquer. La police n'a informé le parquet de ce non-respect de la mesure d'éloi-

gnement que le 10 décembre, le lendemain de la libération du détenu, sans que Chahinez ni son avocate n'en soient informées.

Une deuxième plainte après une très violente agression le 7 mars 2021 n'avait pas été transmise au parquet. C'est seulement le 18 mars, après de nouveaux harcèlements, qu'un avis de recherche avait été lancé pour interpeller l'homme qui s'était entretemps rendu à 2 convocations du Service pénitentiaire d'insertion et de probation sans être inquiété alors que la police le savait recherché.

Pire, le 29 mars, l'agent chargé du recueil des plaintes, le même qui avait enregistré la plainte de Chahinez en mars, a tranquillement éconduit le mari violent venu au commissariat pour exiger de voir ses enfants. On a su par la suite que ce policier avait été condamné juste avant à 8 mois de prison avec sur-

sis probatoire pour « *violences habituelles sur son ex-conjointe* » !

Seul ce policier a été radié. Malgré la gravité des fautes et leur conséquence, les autres (le directeur départemental de la sécurité publique de Gironde, le commissaire de Mérignac, deux commandants et un brigadier) n'écopent que de sanctions légères allant d'un avertissement à une exclusion temporaire de fonction avec sursis pendant 3 jours. Ces sanctions, proposées par le conseil de discipline, ont été confirmées par le Directeur Général de la Police Nationale qui est juge et partie...

125 féminicides ont été commis en 2021 et 4 sur les 10 premiers jours de 2022, des victimes d'une société capitaliste patriarcale où il y a plus de moyens pour protéger la police que pour prévenir, empêcher les violences et protéger les femmes.

Mónica

Epidémies à répétition de grippe aviaire

L'agriculture capitaliste dans toute sa brutalité

Près de 2,5 millions de canards, poulets, pintades, sont en cours d'abattage cette fin janvier dans le sud-ouest, au nom d'un « *dépeuplement préventif* » comme le désigne cyniquement le Ministère de l'Agriculture. L'agriculture intensive pour les profits engendre des conséquences atroces, une fois de plus.

En novembre 2016-février 2017, une épidémie similaire avait entraîné la même décision, abattre froidement des millions d'animaux. Et depuis, il y a eu quatre nouvelles crises épidémiques. Cette année, près de 220 foyers sont touchés dans neuf départements, principalement les Landes, les Pyrénées-Atlantiques et le Gers. Et l'épidémie accélère.

En six ans, aucun problème n'a été résolu. Les réponses imposées par l'Etat, avec le soutien de la FNSEA et des industriels du secteur sont systématiquement les mêmes : « *dépeuplement* » des cheptels, c'est-à-dire enlèvement en camions de toutes les bêtes pour les conduire vers des abattoirs spé-

cialement dédiés. Et pour les autres cheptels : enfermement dans des hangars d'où les bêtes ne peuvent plus sortir. Cela ne change rien pour les éleveurs industriels qui produisent déjà en batterie, et ce sont les mêmes qui profitent le plus des indemnités de l'Etat.

Ces décisions frappent beaucoup plus durement les petits paysans qui continuent à produire en plein air, et qui ont dû investir pour construire des hangars, ou fermer leur exploitation. Elles sont d'autant plus injustes que ce ne sont pas dans ces petits élevages que les épidémies se développent.

Deux syndicats des Landes, le Modéf et la Confédération paysanne, organisant plutôt des petits paysans, dénoncent dans un communiqué commun la politique de l'Etat. Ils s'appuient sur des experts qui ont montré que les foyers épidémiques viendraient de deux « *élevages claustrés* », et que ce sont sans doute les flux d'animaux, transportés en camion suivant les étapes d'une production éclatée, qui auraient

favorisé l'extension de l'épidémie. Et sans surprise, ils pointent la responsabilité de la densité des élevages intensifs.

Ce sont les mêmes causes qu'en 2016. Tant que l'élevage sera soumis aux intérêts des groupes capitalistes, industriels, de la distribution et du secteur bancaire, la course aux profits imposera l'aberration de cette production parcellisée, intensive, qui maltraite les animaux, et écrase les paysans pour leurs intérêts.

F.M.

A lire :

Le communiqué du Modéf et de la Confédération paysanne : <https://www.modéf40.fr/Agenda-et-Actus/L-actu-agricole-departementale/Grippe-aviaire-impossible-de-sortir-des-crisis-sanitaires-sans-changer-structurellement-la-production-avicole>
L'article plus détaillé que nous avons fait en février 2017 : http://www.npa33.org/images/anticap/atk_pdf/atk71_web.pdf

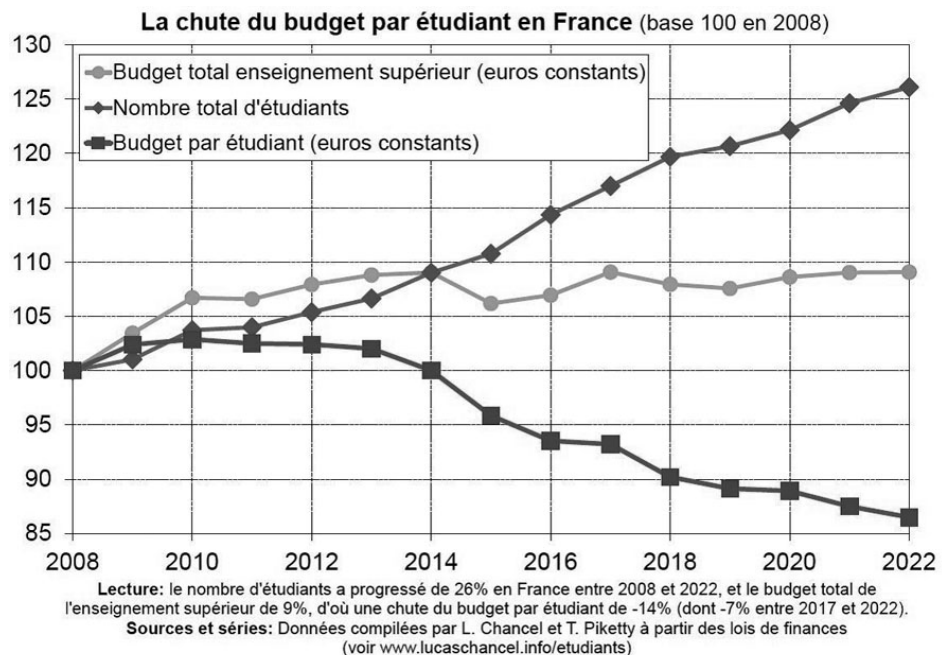
En 2022... Macron veut poursuivre la casse de l'université publique

Le soir même du 13 janvier, le président Macron annonçait par visioconférence, à la clôture du 50^{ème} anniversaire du congrès de la Conférence des présidents d'Université (CPU), ses intentions en prévision d'un nouveau mandat : poursuivre la privatisation de l'Université. Pourtant, la situation dans les universités en France demeure catastrophique, autant du côté des étudiants que celui des personnels. Manuel Tuñon de Lara, président de l'Université de Bordeaux et président de la CPU n'y est pas pour rien et organise la casse localement depuis bien des années.

Après avoir mis en place Parcoursup, pour mettre en place un système de sélection sociale à l'entrée de l'université, et la Loi de Programmation de la Recherche, qui poursuit l'ouverture de la recherche scientifique au marché et à ses logiques, Macron ne compte pas s'arrêter et souhaite même « redoubler l'effort » (Le Monde, 14/01/2022). Il annonce que dans un futur mandat il faudrait en finir avec les facs « gratuites » pleines de jeunes boursiers, et donc qu'il faudra augmenter les frais d'inscription pour tout le monde.

Le gouvernement s'en était déjà pris il y a deux ans aux étudiants étrangers en imposant une augmentation de +2600€ en licence et +3527€ en master. Demain, l'offensive vise les jeunes des classes populaires. Mais eux enrobent ces contre-réformes sous de belles étiquettes de quête d'excellence... on a bien compris qu'il n'y a pas de place pour tout le monde dans leur démarche. On y voit une fois de plus le caractère classiste et élitiste de l'Université des rêves de Macron et de son monde.

Pour ce dernier, « l'université doit devenir plus efficacement professionnalisante [...] La logique de l'offre doit prendre le pas sur la logique de la demande » et « l'orientation doit évoluer pour mieux correspondre aux besoins



de la nation », ou plutôt ceux du patronat... Il regrettait par ailleurs que lorsqu'on « ouvre des filières sans perspective derrière, nous conduisons un investissement à perte » (Le Monde, 14/01/2022). Au moins c'est clair et net : pour eux l'enseignement supérieur et la recherche sont faits pour servir le marché, les jeunes ne sont qu'une clientèle potentiellement bonne à être exploitée, et les profs, chercheurs et personnels ne sont pas plus qu'une variable d'ajustement dans leurs budgets.

À l'Université de Bordeaux cela a des effets concrets. Le manque de moyens pour créer des postes de titulaires pousse d'une part les équipes à augmenter des « heures complémentaires », c'est-à-dire des heures supplémentaires... moins payées que le SMIC horaire ! Pour la direction ça leur permet de faire 1,5 M€ d'économies, selon Sud Recherche, notamment par le fait d'éviter une augmentation de la masse salariale. Le budget en heures complémentaires était de 9,4 M€ en 2019 et 8,9 M€ en 2020. Or,

le nombre d'étudiants augmente chaque année alors que les moyens ne suivent pas. D'autre part, les facultés ont recours à l'armée de réserve des doctorant.e.s précaires via des contrats courts, mal payés et sans aucune garantie d'avenir (CDDs LRU, vacations...). Dans le contexte de crise sanitaire, avec les absences liées au Covid, et sans remplaçants, le manque de moyens et de personnels est d'autant plus visible. Les étudiants sont laissés à la rue ou, quand cours il y a, ils font face à des enseignants à bout de souffle.

À l'Université Bordeaux Montaigne la direction a annoncé la suppression de deux masters en langue (slave et italien), et celle des enseignements en anglais pour les étudiants de première année. Cette politique d'austérité est menée depuis bien des années, mais cela ne peut continuer.

Le succès de la grève du 13 janvier par l'ampleur de la mobilisation et du fait que le ministère n'a pas pu éviter de réagir, montre bien l'intérêt de se battre. Les appels à la grève du 27 janvier et à une journée le 10 février doivent être l'occasion d'exiger haut et fort les besoins de la communauté universitaire et plus largement de revendiquer une autre université et une autre recherche scientifique vouée à l'émancipation.



Réunion débat du NPA 33

Faire face à la faillite du mode de production capitaliste, donner un programme politique à nos luttes

L'idée qu'il est nécessaire de « *changer le monde* » se manifeste de toute part sur la planète, sous de multiples formes, en réaction à une réalité qui s'impose à tous : l'organisation économique et sociale qui régit le fonctionnement de notre société, le mode de production capitaliste aujourd'hui financiarisé et mondialisé, nous entraîne vers une série de désastres. Crise sanitaire et écologique, démultiplication des conflits guerriers, menace de krach financier et d'effondrement de montagnes de dette, exacerbation du chômage, de la précarité, de la misère... il est engagé dans une fuite en avant qui fait que chaque mesure que prennent les autorités politiques et financières pour boucher un trou dans la coque ne fait qu'en agrandir un autre... Des statistiques de plus en plus dramatiques, telle celle que vient de publier l'ONG Oxfam, montrent sans discussion possible que ce mode de production s'avère de plus en plus incapable d'assurer ce qui devrait être sa mission première : garantir à tous les êtres humains leurs moyens de subsistance. C'est le signe qu'il est devenu sénile, le signe de sa faillite.

Peut-on sortir de ce cercle vicieux mortifère sans remettre en cause la logique qui préside au fonctionnement du mode de production capitaliste : l'appropriation privée par une poignée d'oligarques financiers de la plus-value tirée d'une exploitation salariale de plus en plus insupportable, leur pillage sans borne des ressources naturelles, l'anarchie de la production qui résulte des lois des marchés et de la concurrence ?



A quelles conditions les forces sociales que l'on voit depuis une dizaine d'années se révolter contre les conditions de vie qui leurs sont faites, pour la démocratie, pour la fin des discriminations, pour le climat, pour les droits des femmes, etc., peuvent-elles constituer la force capable de mettre fin au règne du capital sur le monde ?

Quel programme peuvent-elles fixer à leurs luttes pour faire émerger un autre mode de production, une autre organisation économique et sociale, socialiste, communiste, orientée vers la satisfaction des besoins de chaque être humain dans le respect des équilibres écologiques ?

**Venez en discuter avec le NPA33,
vendredi 11 février, 19h, Athénée municipal Bordeaux**

« Quoi qu'il en coûte » ou la fuite en avant du capitalisme

Tom Thomas, Editions critiques, 12 euros

Dans ce petit livre d'économie politique, l'auteur décrit, en s'appuyant sur les écrits de Marx, l'impasse du mode de production capitaliste mondial, entre hypertrophie du capital financier et stagnation-récession de la production et des échanges. Il montre en quoi ce phénomène, qui conduit la société au désastre, est le produit d'un processus historique à la base duquel se trouvent les mécanismes du crédit, élément central des économies marchandes aux côtés des rapports d'exploitation.

Tom Thomas argumente contre ceux qui, à gauche y compris radicale, voudraient distinguer entre un « bon » capitalisme productif et un « mauvais » capitalisme financier qui l'étoufferait, se prétendant capables, s'ils accédaient au pouvoir, de libérer le premier en contrôlant le second. Pour l'auteur comme pour nous, ces politiques sont non seulement vouées à l'échec, mais contribuent surtout à détourner les masses en révolte de la seule solution capable de sortir l'humanité du cercle vicieux dans lequel l'enferme un mode de production devenu sénile : une révolution sociale.

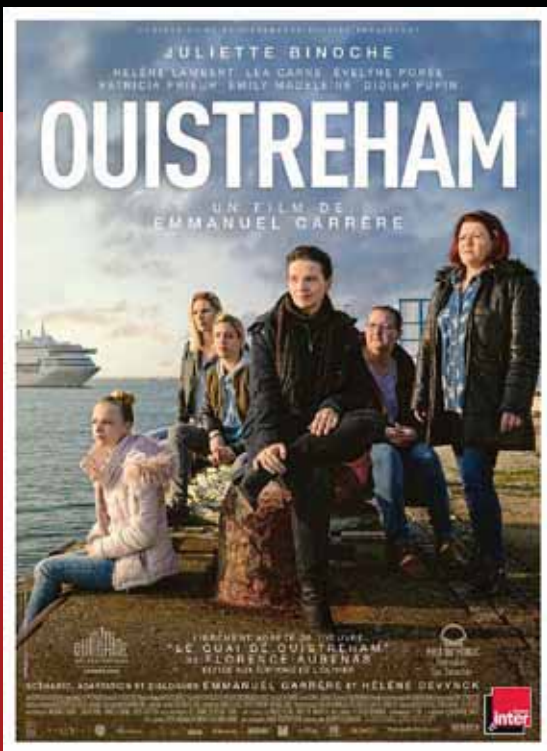
Le dernier chapitre, intitulé « *Une perspective communiste* », se termine ainsi : « ... *le communisme sera ce que les hommes construiront [...] dans le cours du processus révolutionnaire où ils se transformeront eux-mêmes dans leurs besoins, leurs rapports, leurs activités, leurs buts. Et ils y seront tôt ou tard obligés par le capital lui-même, car le communisme est le seul futur qui ait un avenir. Et demain commence maintenant* ».

Alors que la question de la nécessité et de l'inéluctabilité d'une révolution sociale se pose avec force, l'ouvrage de Tom Thomas, rigoureux, écrit simplement et sans jargon, est un point d'appui solide. A lire et faire lire !

Daniel Minvielle

Pour en savoir plus sur Tom Thomas et ses écrits, dont beaucoup sont librement accessibles, voir le site : <http://www.demystification.fr>





d'Emmanuel Carrère

à Caen où elle s'inscrit au chômage, sans qualification. Commence alors pour elle l'expérience déshumanisante de Pôle Emploi, la proposition d'un boulot de femme de ménage, le stage bâclé où elle croise des femmes qui ne sont là que parce qu'il est obligatoire pour obtenir le job qu'elles connaissent par cœur. Elle décroche enfin un contrat ultra-précaire de femme de ménage dans un camping, contrainte à nettoyer au pas de course les bungalows et les sanitaires immondes,

harcelée par un patron exploiteur et misogyne. Renvoyée avec son équipière pour lui avoir tenu tête, elle intègre une des équipes de nettoyage qui font le ménage sur les ferrys vers l'Angleterre. C'est l'enfer. Deux heures, le temps durant lequel le ferry reste à quai, pour faire des dizaines de cabines, quelques minutes pour chacune. Les gestes sont minutés, précis. L'équipe en sort harassée, le corps

turement mis à l'épreuve.

Marianne découvre aussi l'entraide et la solidarité qui lient ces travailleurs-se-s qui se retrouvent au petit matin, certaines après une heure de bus ou avoir marché des kilomètres, et qui partagent des moments d'amitié, de rires, de brefs instants de détente avant que l'équipe-commando ne démarre. Dans la résistance quotidienne à l'exploitation, aux humiliations, dans le partage des galères, deux amitiés naissent, celle avec un chômeur rencontré à Pôle Emploi et avec une jeune mère célibataire qui lui ouvre les portes de son foyer.

Mais la crainte d'être découverte, la crainte du moment où il faudra révéler la vérité est là. Qu'advient-il de cette véritable amitié ?

Juliette Binoche est quasiment la seule actrice professionnelle, ses compagnons et compagnes de travail jouant leur propre rôle, leur vie de premières de corvée qui résistent à l'exploitation avec beaucoup de force, d'humour et de solidarité.

C.H.

Nickel boys de Colson Whitehead

Dans les années 60, au pays de la ségrégation, un jeune noir élevé par sa grand-mère est envoyé à la suite d'une erreur judiciaire à la Nickel Academy, une maison de redressement qui s'engage à faire des délinquants des « *hommes honnêtes et honorables* ». Lui qui rêvait de faire des études à l'université et, subjugué par Martin Luther King, de combattre pour faire triompher les droits civiques, plonge dans un univers cauchemardesque. Le moindre geste d'insoumission fait l'objet de sévices, de séances de tortures organisés par des surveillants-bourreaux, qui font disparaître ceux qui succombent.

Il n'arrive à survivre que grâce à l'amitié du jeune détenu Turner qui l'aide à déjouer tous les pièges de ce système carcéral dans lequel tous sont coupables, victimes de la violence raciste et sadique des surveillants. La majorité des jeunes s'y retrouvaient la plupart pour de petits délits, parce qu'ils étaient orphelins placés par l'Etat ou parce qu'ils s'étaient trouvés au mauvais endroit au mauvais moment.

Cette maison de redressement a réellement existé. C'était la Dozier Scholl for Boys, en Floride, fermée en 2011, officiellement pour des raisons économiques. Des fouilles ont mis à jour un charnier, des dizaines de corps suppliciés de ces jeunes dont la vie a été brisée.

Colson Whitehead leur rend un hommage bouleversant, condamnation d'une société qui n'en en a toujours pas fini avec son passé esclavagiste.

C.H.

